

4. Combattre la corruption

Enseignements tirés des activités d'Oxfam



Mission d'observation électorale, défilé de la Semaine de la paix, Sincelejo, Colombie

La corruption alimente la pauvreté, l'impuissance et l'exclusion dans les sociétés où la pauvreté et le manque d'influence interdisent l'accès aux droits fondamentaux, aux services publics, à la justice et même à la sécurité physique. Mais la corruption n'est pas une question isolée. Elle fait partie d'une série de mécanismes sociaux, économiques, politiques et culturels qui empêchent ceux qui vivent dans la pauvreté d'accéder aux droits et aux ressources. Pour cette raison, Oxfam voit le travail sur la corruption comme faisant partie intégrante du travail sur les droits de l'homme, qui vise à ce que les personnes vivant dans la pauvreté aient la possibilité de réclamer des changements, et qui veille à ce que les gouvernements soient tenus d'être compétents et responsables de leurs actes. Ce document examine la manière dont Oxfam aborde le problème de la corruption, ainsi que les actions que l'organisation a entreprises dans différents pays. Il décrit également les principaux aspects de la corruption qui guettent ceux qui travaillent dans le domaine du développement.

Introduction

Pourquoi la corruption est-elle une question importante pour le développement ? La corruption provoque la pauvreté et empêche son éradication. Dans les sociétés où le manque d'influence et de ressources financières interdisent l'accès aux services publics, aux droits fondamentaux et même à la sécurité physique, la corruption alimente la pauvreté, l'impuissance et l'exclusion en détournant les maigres ressources destinées à améliorer la vie des plus démunis.

Qu'est-ce que la corruption ? De nombreuses définitions existent, mais Oxfam la définit comme étant « un abus de pouvoir utilisé dans le but d'obtenir un avantage personnel ». La corruption détourne les ressources publiques destinées au secteur social et aux plus démunis, augmentant ainsi le coût des services publics en diminuant leur qualité, et restreignant souvent l'accès à ces services essentiels que sont l'eau, la santé et l'éducation. La corruption limite également le développement et la croissance économique d'un pays et perpétue la répartition inégale du pouvoir, des richesses et des ressources. La corruption a des effets négatifs sur toutes les couches de la société, et les personnes vivant dans la pauvreté ne détiennent pas le pouvoir économique, social et politique nécessaire pour contester ces pratiques. Elles sont donc plus vulnérables que d'autres face à la corruption, à l'injustice, à l'intimidation et aux extorsions.

Alors, comment la corruption porte-t-elle atteinte au droit à être entendu ? Il ne s'agit pas seulement de pertes financières, mais il est question ici de l'accès aux ressources de la société, de leur distribution et de leur contrôle. Ce problème ne peut pas être isolé de ceux, plus larges, qui concernent le pouvoir en général et où les gouvernements et les puissants agissent en toute impunité tandis que la population ne dispose pas des moyens de s'opposer à eux. L'absence de corruption est donc un élément clé d'une bonne gouvernance. La corruption empêche d'influencer les décideurs et de responsabiliser les plus pauvres et va à l'encontre de leur droit d'être entendu.

Qui est le plus touché ? Comme d'habitude, ce sont ceux qui ont le moins de ressources et le moins d'influence qui sont les plus durement touchés. Les femmes qui vivent dans la pauvreté, par exemple, sont vulnérables à l'exploitation sexuelle et n'ont pas l'occasion de se rebeller contre leurs agresseurs, et elles n'ont pas accès aux services de base dont elles ont besoin dans leur rôle de mère.

Ce sont des questions qui concernent les organisations non-gouvernementales (ONG) chaque jour, qu'elles travaillent sur les moyens de subsistance, les secours d'urgence ou les droits de l'homme. Responsables envers leurs bénéficiaires et ceux qui leur apportent leur appui, elles doivent veiller à ce que l'aide soit utilisée

de la meilleure manière – en protégeant leurs ressources propres et en surveillant la façon dont les gouvernements investissent dans la lutte contre la pauvreté. Elles doivent également pratiquer ce qu’elles prêchent et ne pas se laisser corrompre elles-mêmes. En se comportant de manière exemplaire, elles pourront assurer une relation de confiance avec leurs partenaires.

Quelle est la politique d’Oxfam face à la corruption ?

Au cours de ses campagnes et dans son travail humanitaire et de développement, Oxfam adopte une approche fondée sur les droits. Cela signifie que nous reconnaissons que les déséquilibres dans les relations de pouvoir empêchent les plus pauvres d'exercer leurs droits, qu’une grande partie de notre travail est d’ordre participatif, et que tous les acteurs du développement et toutes les parties prenantes sont responsables les unes envers les autres.

Oxfam R.-U. a récemment entrepris une évaluation interne de son programme et de sa politique de travail sur la corruption – une étude mondiale qui a impliqué plus de 80 collaborateurs et partenaires dans 30 pays afin de déterminer quelles étaient leurs expériences et leurs opinions. Les résultats peuvent également intéresser d'autres ONG internationales dans leur approche de ce problème.

Le personnel et les partenaires interrogés par Oxfam ont indiqué clairement que la corruption n’était pas un phénomène isolé – elle fait partie d'une série de mécanismes sociaux, économiques, politiques et culturels qui empêchent les personnes pauvres d’accéder aux droits et aux ressources. De nombreux membres du personnel ont souligné l'importance de commencer par les problèmes auxquels sont confrontées ces personnes. Pour celles qui n’ont pas accès aux soins médicaux ou à l’éducation pour leurs enfants, il n’est pas très important de savoir si la cause en est la corruption, la faiblesse de la politique publique ou le manque de ressources.

Oxfam considère le travail sur la corruption comme faisant partie intégrante de ses activités: ceux qui vivent dans la pauvreté doivent avoir la possibilité de réclamer des changements, et les gouvernements sont tenus d’être compétents et responsables de leurs actes. Ce thème de la corruption est donc essentiel pour le droit à être entendu.

Le présent document donne un certain nombre d'exemples de campagnes et d'organismes qui combattent avec succès la corruption. Ils ont été choisis parce qu'ils participent à des domaines dans lesquels Oxfam a expérimenté ses programmes sur la corruption, et parce qu'ils ont accepté de participer à la recherche. Il s'agit notamment du contrôle du financement de la campagne au Chili, de la surveillance des élections en Colombie et du suivi des dépenses

publiques au Malawi et en Indonésie. De ces exemples et d'autres, un certain nombre d'enseignements ont été tirés qui serviront aux futurs programmes contre la corruption.

L'activité d'Oxfam contre la corruption

Oxfam R.-U. finance un éventail d'activités de développement sur la corruption. La plus grande part de cet effort est indirecte et se concentre sur l'amélioration de la responsabilisation : les personnes en situation de pauvreté doivent participer aux décisions qui affectent leur vie, dans le but de contribuer à la création d'un environnement où la corruption est moins susceptible de se développer. La plus grande partie de ces activités est centrée sur la gestion financière participative, les analyses budgétaires, la participation des communautés aux décisions officielles et une campagne pour la responsabilisation de l'État et les impératifs sociaux des entreprises. Par exemple :

- Subventionner des organisations de lutte contre la corruption en Ouganda, au Cambodge et en Indonésie.
- Soutenir les initiatives de réforme politique et de contrôle des élections au Chili et en Colombie.
- Faire en sorte que le monde des affaires soit toujours tenu pour responsable de ses activités par l'intermédiaire de l'*Initiative sur la transparence des industries extractives* (ITIE). L'ITIE est une coalition de gouvernements, d'entreprises, de groupes de la société civile, d'investisseurs et d'organismes internationaux. Elle veille à une amélioration de la gouvernance dans les pays riches en ressources par le biais de la vérification et de la publication intégrale des mouvements financiers des sociétés et des recettes publiques provenant du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière.
- Une campagne « *Publiez ce que vous payez* » (PCQVP) en Afrique de l'Ouest et en Bolivie. Le PCQVP est une coalition de plus de 300 ONG du monde entier qui demande la divulgation obligatoire des paiements effectués par les sociétés pétrolières, gazières et minières aux gouvernements du monde entier pour l'extraction des ressources naturelles.
- Une participation à des initiatives multilatérales de lutte contre la corruption telles que la *Convention des Nations unies contre la corruption* (CNUCC). Adoptée en octobre 2003, la CNUCC permet de développer une approche mondiale de la corruption et une stratégie de mise en œuvre cohérente. Il s'agit d'un mécanisme de coopération juridique international signé par plus de 200 pays et qui vise à lutter contre la corruption. Il oblige les états à prendre des mesures concernant la corruption qui sévit dans le secteur privé et à favoriser la probité et la prise de responsabilité dans les affaires publiques. Il existe une coalition d'ONG de 40 pays

dénommée « *Les amis de la CNUCC* » qui utilise cette dernière comme plate-forme pour ses activités nationales et internationales contre la corruption. Une multitude d'accords anti-corruption existent, mais leur application a été inégale et ils n'ont pas obtenu beaucoup de succès. La CNUCC donne à la communauté internationale la possibilité de s'attaquer à ces points faibles et d'instaurer un ensemble de critères de référence pour lutter efficacement contre la corruption. Le *Programme international de lutte contre la corruption* (GPAC) est un catalyseur et un moyen pour aider les pays à mettre en œuvre efficacement les clauses de la convention.

Dans son approche humanitaire, Oxfam s'emploie à ce que les personnes vulnérables soient informés de leurs droits; dans le cadre de cet objectif, nous tentons d'empêcher que les gens soient exploités financièrement, sexuellement, ou de toute autre manière, en échange de nourriture, d'un asile, etc. Depuis plusieurs années, Oxfam R.-U. s'est engagé dans diverses initiatives interinstitutionnelles afin d'améliorer ses services aux victimes de catastrophes et a participé à un processus d'examen par les pairs qui visait à améliorer sa propre réactivité et celle de ses collègues du secteur. Oxfam travaille également sur la prévention de la maltraitance et de l'exploitation des bénéficiaires de l'aide par les travailleurs humanitaires nationaux et internationaux et par le personnel enseignant en informant de leurs droits les communautés touchées et en s'assurant que des mécanismes de plainte fonctionnels et accessibles à tous soient mis en place.

L'activité politique, les élections et le financement

Une grande partie des activités entreprises par Oxfam contre la corruption veille à améliorer la relation entre les plus démunis et les gouvernements, à habiliter les citoyens à exiger plus de la part de ces derniers et à aider ces mêmes gouvernements à faire face à leurs responsabilités envers la population. Il est essentiel de travailler à la fois avec les plus pauvres et avec ceux qui détiennent le pouvoir afin d'obtenir un véritable changement.

Au Chili, en Colombie et en Indonésie, Oxfam et ses partenaires croient que le travail sur la corruption devrait partir de la racine, c'est-à-dire de la culture politique, qui est considérée comme « infecter » le reste de la société. Il faut profiter de toutes les occasions possibles pour s'attaquer à la corruption lors de circonstances marquantes telles que les élections, les scandales de corruption, les changements dans la législation et les réformes parlementaires.

« Nous avons besoin d'un changement de culture politique et étatique - si vous êtes ministre, vous devez penser que vous êtes un agent de la fonction publique, que votre rôle est d'appliquer la loi et que vous êtes au service de la

population. Cette idée est évidente pour nous, mais pour eux [les politiques], c'est une idée qui vient d'une autre planète », déclare un partenaire d'Oxfam au Chili.

Lutte contre la corruption en Colombie: la surveillance des élections

En Colombie, plus de quarante années de conflit ont créé un État où de nombreux domaines sont dominés par de puissants groupes d'intérêt ayant bénéficié d'un affaiblissement de l'état de droit, mais également d'une carence de la démocratie et de la responsabilisation dans les institutions locales. Par exemple, une récente enquête de la police a dévoilé un complot ourdi par des chefs paramilitaires qui étaient sur le point de subventionner des candidats aux élections locales en échange d'une rémunération provenant des dépenses publiques destinées aux services sociaux.

Au cours des élections de 2006, plus de 60 pour cent de l'électorat s'est abstenu et plus d'un million de personnes ont dégradé leurs bulletins de vote. En octobre 2007, Oxfam R.-U. a soutenu la *Mission d'observation électorale (MOE)* pour surveiller les élections locales et régionales dans les districts les plus touchés par la violence et les conflits. Les résultats fournissent de nombreux indices sur l'ensemble du processus de surveillance des élections, car c'est une façon de protéger les candidats. Selon la MOE, la population a fait l'objet de pressions dans plus de la moitié des municipalités (576 sur 1.099). Les recherches montrent également les risques importants encourus par les candidats à l'élection. La MOE a utilisé les informations concernant les candidats pour créer une carte du risque électoral. Le processus de surveillance électorale offre également une analyse contextuelle précieuse qui renseigne Oxfam R.-U. sur le travail humanitaire et les questions de protection.

Etude de cas de la MOE

L'un des moyens de lutter contre la corruption est d'imposer l'accès à l'information comme un droit garanti par la loi, comme le montre l'exemple des activités d'Oxfam R.-U. au Chili. Si les gens savent quels sont leurs droits, ils détecteront plus facilement la corruption quand elle se manifeste et ils pourront peut-être réagir.

Remettre en question la collusion entre la politique et le monde des affaires au Chili

Deux partenaires d'Oxfam au Chili nous montrent l'importance de ces activités pour améliorer la transparence, réduire la corruption et permettre à des citoyens ordinaires de changer les choses. Ces associations exigent un accès à l'information en ce qui concerne les élections et les politiques publiques.

La surveillance des élections et le financement de la campagne

PARTICIPA, une ONG partenaire d'Oxfam, a commencé en 1987 en tant que campagne pacifique en vue de démettre Pinochet au moyen d'un référendum. À travers tout le pays, sept mille bénévoles ont encouragé les gens à voter et ont mené une véritable politique d'éducation envers les électeurs, provoquant le départ de Pinochet sans aucune violence. Depuis lors, PARTICIPA a continué de faire pression pour obtenir des amendements constitutionnels visant à améliorer le déroulement des élections et la participation électorale, à permettre aux citoyens de participer aux décisions du gouvernement et à accroître la transparence

dans les politiques publiques. En 2002, PARTICIPA mit à profit les nouvelles lois sur les dépenses électorales pour surveiller les dépenses de plus de 80 candidats parlementaires. Les résultats électoraux, entachés de corruption, ont choqué le public et provoqué la colère des hommes politiques, entraînant le dépôt d'une nouvelle loi et une surveillance encore plus ferme du financement des campagnes.

L'accès à l'information comme puissant outil de campagne

TERRAM est une organisation environnementale qui intervient dans les questions économiques et sociales. Elle rencontre le gouvernement et les parlementaires en tant que lobby non lucratif, informe le public de manière très active, participe à des propositions de loi et publie des articles sur les principales réformes à venir. TERRAM a mené avec succès la première action en justice contre un organisme gouvernemental (*Corporación Nacional Forestal, CONAF - la Commission nationale de foresterie*) pour que l'accès à l'information soit respecté grâce à la nouvelle loi de probité qui contient des dispositions sur l'accès public. La CONAF fut reconnue coupable de tous les chefs d'accusation : elle fut obligée de fournir les renseignements demandés et de couvrir les frais judiciaires. C'était la première fois qu'un procès permettait de progresser sur les questions de transparence et de probité de la fonction publique.

La corruption des structures de pouvoir informelles exclut les femmes

Les usages et les abus du pouvoir informel sont une source importante de corruption dans de nombreux pays, qui affecte particulièrement l'accès des femmes au pouvoir et aux ressources. Les partenaires d'Oxfam en Afrique de l'Est et en Indonésie pointent du doigt les structures de pouvoir traditionnelles qui excluent les femmes des prises de décision :

« À l'heure actuelle, il y a une concurrence énorme entre les élites et les groupes d'intérêt - ce qui fait que les revendications des femmes et des pauvres sont mises de côté. Pour couronner le tout, l'accès des femmes aux processus de décision est limité par la culture patriarcale. Elles doivent obéir, et sont critiquées si elles quittent trop souvent leur foyer », dit un membre de l'*Institut de justice communautaire*, un partenaire d'Oxfam en Indonésie.

Soutenir l'action des femmes, augmenter leur pouvoir et développer la responsabilité au sein des structures informelles est un processus de longue haleine. Les ONG peuvent servir ce dernier en maintenant un bon contact avec le gouvernement et en défendant la participation des femmes dans toutes les structures de décision. Au niveau communautaire, les femmes doivent être conscientes qu'elles sont importantes, et que leurs revendications, comme leurs aspirations, comptent autant que celles des hommes. Obtenir l'appui et la volonté politique des chefs locaux traditionnels est également crucial.

L'importance d'une forte présence communautaire

« Nous avons l'habitude d'accomplir l'analyse [budgétaire] nous-mêmes, de faire du lobbying et de déposer des actions en justice. Mais le processus juridique n'est pas efficace et en même temps, nous n'arrivons pas à sensibiliser le public. L'homme de la rue accorde beaucoup d'importance au statut social, ce qui crée un climat dans lequel la corruption devient acceptable. C'est pourquoi il est très important de sensibiliser les communautés », dit un partenaire d'Oxfam en Indonésie.

De nombreux organismes financés par Oxfam mettent en lumière l'importance du travail communautaire dans la lutte contre la corruption. Il est considéré comme essentiel pour que les plus démunis puissent exercer leur droit de parole, pour faire de la sensibilisation sur la question des droits, conteste l'acceptation courante de la corruption et créer une demande pour une élaboration de normes éthiques dans la fonction publique. Une forte présence communautaire est également indispensable à la légitimité et à la crédibilité des organismes qui œuvrent contre la corruption, comme le montrent les exemples ci-dessous.

Suivi des dépenses publiques dans les écoles du Malawi

La *Coalition de la société civile pour la qualité de l'éducation de base* (CSCQBE) est une coalition d'ONG, de groupements communautaires, d'organismes de services aux communautés et de réseaux éducatifs qui travaillent ensemble pour améliorer les politiques éducatives du Malawi. Chaque année depuis 2001, la coalition a passé en revue le budget de l'éducation et soutenu les comités scolaires, les associations de parents d'élèves et les organismes communautaires afin de surveiller les dépenses publiques dans les écoles. La coalition publie ses conclusions, mène des réunions de concertation avec le gouvernement et les bailleurs de fonds et s'invite aux audiences parlementaires.

Leur initiative a mis au jour une série de problèmes, notamment le financement d'enseignants « fantômes » (ils apparaissent sur des fiches de salaire, mais on ne les voit jamais) et d'écoles inexistantes, et la perception par les gouvernements régionaux de frais administratifs pour la gestion des budgets scolaires. Suite à cela, l'ex-ministre de l'Éducation fut poursuivi pour avoir dépensé des fonds publics pour son mariage.

La surveillance et la pression constante exercées par la CSCQBE ont beaucoup fait pour que le gouvernement du Malawi s'ouvre aux exigences de responsabilité de la société civile:

« La surveillance du budget a permis à la société civile du Malawi d'exiger des services sociaux et plus de responsabilité de la part du gouvernement. La CSCQBE est devenue une force à prendre en compte, et le gouvernement est forcé de faire des déclarations et de clarifier son utilisation des ressources publiques », explique Limbani Nsapato, directeur de la CSCQBE.

D'après une conversation avec Limbani Nsapato, directeur de la CSCQBE, et L. Nsapato (2005): *Budget Monitoring, Survey of Education Expenditures in Malawi*, CSCQBE.

Sanctions sociales pour les cas de corruption à Kupang (Timor occidental), Indonésie

Depuis 1996, l'*Initiative pour le développement du plaidoyer du peuple* (PIAR) enquête sur la corruption au Timor occidental et rend ses résultats publics. Elle examine les budgets provinciaux, aide les gouvernements de district à améliorer leur planification et à mieux répondre aux besoins des collectivités, et explique à ces dernières quels sont leurs droits. Pour cela, elle utilise notamment des *Evaluations participatives de la pauvreté*, qui rassemblent des informations provenant de personnes en situation de pauvreté afin de fournir les renseignements nécessaires aux besoins locaux.

Depuis qu'elle travaille avec Oxfam, la PIAR a modifié son approche et est passée d'un rôle purement investigateur à une attitude qui ne s'oppose plus au gouvernement de manière frontale, mais qui est plus collaborative et plus constructive avec les autorités de quartier, de ville et de province. a fait campagne pour abroger une loi qui permettait aux députés de Kupang de voter pour eux-mêmes une augmentation de salaire égale à deux fois la limite légale. Sarah Lery Mboeik, la directrice de la PIAR, estime que leur succès leur a donné le poids nécessaire pour apporter d'autres améliorations: « *Nous nous sommes sentis fiers parce que la corruption des hommes politiques est devenue une question importante dans la province, et cela nous permet de mieux négocier avec le gouvernement – ils ont peur de nous, maintenant.* »

Travailler avec les gouvernements et le secteur privé pour engendrer une prise de responsabilité

Engendrer la responsabilisation demande plus qu'une simple pression de la part de la société civile. Il est également crucial de travailler avec les gouvernements eux-mêmes si l'on veut améliorer leur attitude face aux citoyens et les pousser à fournir des services publics. Des partenaires d'Oxfam tels que KOPAL (une organisation indonésienne fondée en 2000 par des journalistes et des étudiants d'université qui veulent que les députés se sentent plus impliqués envers leurs électeurs et qu'ils soient plus à l'écoute de leurs revendications) enseignent aux parlementaires les lois budgétaires et la manière de satisfaire leur électorat. KOPAL surveille également leurs activités par rapport à un code de conduite et met au point des « contrats politiques » entre les politiciens et leurs électeurs en organisant régulièrement des rencontres publiques au cours desquelles les hommes politiques discutent de leurs progrès par rapport à leurs promesses électorales.

« *Il est essentiel que le législateur fonctionne de manière efficace et responsable – mais il est également crucial que les communautés soient critiques à l'égard du législateur et de ceux qui sont en charge des politiques publiques. En tant qu'électeurs, ils doivent savoir pourquoi ils participent, pour qui ils votent, et si leur candidat défendra leurs intérêts et répondra à leurs exigences* », explique le directeur de KOPAL, Sam Suddin.

Travailler en partenariat avec d'autres organismes

Il est essentiel de pouvoir travailler avec des organisations qui ont la même attitude envers la corruption afin de pouvoir partager ses idées et ses approches, d'accroître son influence et de jouir de la « force du nombre ». De vives protestations de la part d'ONG apparentées ont empêché l'expulsion d'ONG travaillant à la lutte anti-corruption dans un certain nombre de pays. Par exemple, la décision d'empêcher l'accès à la conférence de la CNUCC à une ONG originaire des Philippines qui lutte contre la corruption a été annulée après que des protestations aient été émises par une coalition mondiale d'ONG en décembre 2006.

Les ONG internationales doivent se faire entendre et faire campagne pour pouvoir développer des mécanismes multilatéraux de lutte contre la corruption, faire pression sur les entreprises nationales et multinationales afin qu'elles agissent de manière responsable et soutenir les activités d'organismes nationaux de lutte contre la corruption tels que la CNUCC, l'ITIE et la PWYP.

L'exemple des ONG

La manière d'aborder les attitudes et les croyances concernant l'usage acceptable du pouvoir dans la société est évidemment une bonne entrée en matière pour les ONG. Le personnel d'Oxfam souligne le fait que les pratiques culturelles de nombreuses sociétés légitiment certaines formes de népotisme. Il est considéré comme normal d'utiliser son influence pour aider la famille et la communauté, et cela fait partie d'une stratégie d'adaptation pour ceux qui vivent dans la pauvreté. Cela concerne également les ONG : des pressions sont exercées sur les membres du personnel pour qu'ils utilisent leur position et en fasse profiter certaines familles et certaines communautés. Il est important de souligner que la corruption n'est pas un problème moral ou culturel réservé aux pays en développement, comme le prouvent les récents scandales de corruption en Occident.

« Il y a comme une sorte d'acceptation sociale face à certains types de corruption : on ne fait de mal à personne, on s'aide soi-même et on dépanne ses proches. La pensée que ces pratiques sont injustes et limitent les ressources disponibles pour les autres n'est pas appréciée », dit un membre du personnel d'Oxfam en Afrique.

Il s'agit d'une question essentielle : les ONG doivent être des modèles d'institutions non corrompues, en particulier là où des traditions et des coutumes de famille et de soutien collectif peuvent saper les notions plus générales de solidarité et de méritocratie. Pour ce faire, le personnel devra être ouvert et avoir le courage de parler et de s'attaquer à la corruption au sein même de l'organisation. Cela

signifie travailler avec lui pour comprendre ce qu'est la corruption dans le contexte local, veiller à ce que les activités soient libres de toute corruption et être cohérent et crédible envers les bénéficiaires de l'aide.

En termes d'intégrité interne, Oxfam R.-U. est tenu de respecter des critères juridiques, éthiques et moraux de la plus haute tenue dans toutes ses activités, et le fait par le biais de son code de conduite, de ses politiques internes et des activités de son équipe de prévention. Le *Code de conduite interne* d'Oxfam R.-U. demande à toutes ses équipes d'adhérer à des normes élevées de professionnalisme et d'intégrité, en adéquation avec les croyances, les valeurs et les objectifs d'Oxfam. Oxfam R.-U. applique des *Conseils de lutte anti-fraude et anti-corruption* internes qui définissent les procédures visant à aider le personnel et les organisateurs à prévenir, détecter et se saisir des fraudes.

Oxfam, dans l'intention d'améliorer sa prise de responsabilité envers les bénéficiaires de ses activités humanitaires, a participé à un processus d'examen par les pairs avec huit autres organismes internationaux. C'est par de simples actions sur le terrain que des améliorations de ce type peuvent se faire en certains endroits et il a été démontré que cet effort était payant, à la fois en termes humanitaires et financiers, comme le montre le cas suivant:

Responsabilisation de l'aide alimentaire au Malawi

En 2005-2006, une crise alimentaire a sévi en Afrique australe. Plus de 12 millions de personnes furent touchées dans sept pays. Au Malawi, 35 pour cent de la population était en manque sévère de nourriture.¹ Il en a résulté un vaste programme d'aide alimentaire sous la responsabilité d'Oxfam. Une équipe humanitaire d'Oxfam a interrogé 1.200 bénéficiaires de l'aide par l'intermédiaire de groupes de discussion et de « votes par images », permettant aux communautés d'exprimer leur avis par le biais d'un formulaire visuel. Pour répondre aux questions, les gens choisissent un visage qui montre un certain type d'émotion.

En général, 70 pour cent des personnes interrogées se sont déclarées « heureuses » de la façon dont elles ont pu interagir avec Oxfam.² L'équipe d'évaluation n'a rencontré aucune personne ne connaissant pas ses droits, ignorant que l'aide humanitaire est gratuite ou ayant manqué une distribution parce qu'elle était désorientée ou mal informée. L'équipe a appris que des bénéficiaires avaient été en mesure de signaler des cas de corruption et de vol par le biais des mécanismes mis en place par Oxfam. Par exemple, une communauté craignait d'être victime de fraude par un homme qui s'occupait d'acheminer les céréales. Des membres de la communauté ont averti la police qui a enquêté, a constaté que l'homme était coupable, et l'a puni en conséquence. Cela a été rendu possible grâce aux discussions préalables entre la communauté, les partenaires, la police du Malawi et Oxfam, qui se sont tous mis d'accord sur la façon dont ces incidents devaient être abordés.

Étude de cas d'un projet mis au point dans le cadre du *Plan de responsabilisation humanitaire 2007* (non publié), Yo Winder, Oxfam GB.

Oxfam estime que des activités anti-corruption devraient reconnaître l'importance:

- D'améliorer la façon dont les gens utilisent le pouvoir qu'on leur a confié en incluant les structures publiques, privées et informelles. Améliorer la manière dont les gouvernements utilisent les ressources publiques est une priorité, étant donné leur devoir de favoriser le développement, de protéger les droits de l'homme et de réduire la pauvreté.
- Des attitudes sociales face à la corruption, de la répartition des ressources, et de la manière dont le pouvoir est utilisé.
- Des démarches entreprises par les gouvernements des pays développés et les entreprises pour lutter contre la genèse de la corruption en améliorant la prise de responsabilité des entreprises et en soutenant les initiatives multilatérales de lutte contre la corruption.

Enseignements

Oxfam a tiré un certain nombre de leçons de ses activités de lutte contre la corruption menées avec des partenaires du monde entier:

- 1 **Les attitudes et les croyances** concernant l'usage du pouvoir et la responsabilité sont pour les ONG un point de départ important dans leurs activités visant la gouvernance et la corruption.
- 2 **L'activité politique, les élections et le financement** sont essentiels à la lutte contre la corruption – il est important de pouvoir tirer le maximum d'avantages des opportunités de changement qui se présentent au cours de ces périodes.
- 3 Il est essentiel **de travailler à plusieurs niveaux** sur les questions de corruption – avec ceux qui vivent dans la pauvreté et ceux qui sont au pouvoir, mais également au niveau local, national et international. Il est également important de former des alliances avec d'autres ONG et avec des réseaux de lutte contre la corruption afin d'accroître son influence et de bénéficier d'une protection accrue dans les environnements sensibles.
- 4 Il s'agit d'un **projet à long terme** – ceux qui travaillent sur la corruption soulignent sans cesse que ces changements ne se produisent ni rapidement, ni facilement.
- 5 **Les ONG jouent un rôle important** en tant que modèles de responsabilité et d'intégrité. Il est important de mettre en pratique ce que l'on prêche – une fois perdue, la confiance n'est pas facile à retrouver.

Notes

¹ Croix-Rouge britannique (2006), *Food for thousands of Malawi families*, www.redcross.org.uk/news.asp?id=51572 (dernière consultation septembre 2008).

² « *Sur les 30% restants, 5% étaient neutres, 12% étaient tristes et 12% étaient en colère.* » Étude de cas d'un projet mis au point dans le cadre du *Plan de responsabilisation humanitaire 2007* (non publié), Yo Winder, Oxfam R.-U.

Photo de couverture : Misión de Observación Electoral, 9 septembre 2008

© Oxfam GB., novembre 2008

Cet article a été rédigé par Bethan Emmett. Merci également à Nikki van der Gaag qui a révisé le document et à Emily Laurie qui a contribué aux recherches. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires. Le texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source.

Pour toute information supplémentaire, veuillez envoyer un courriel à publish@oxfam.co.uk

Online ISBN 978-1-84814-071-4. Cet article fait partie d'une série intitulée *Exprimez-vous !*. Pour toute information supplémentaire, vous pouvez visiter <http://publications.oxfam.org.uk/oxfam/display.asp?ISBN=9780855986384>

Cet article est également disponible en anglais et en espagnol.

Oxfam GB

Oxfam GB est une organisation de développement, d'aide et de militance qui collabore avec des partenaires pour trouver des solutions durables à la pauvreté et à la souffrance dans le monde. Oxfam GB est membre d'Oxfam International.

Oxfam House
John Smith Drive
Cowley
Oxford
OX4 2JY

Tél: +44.(0)1865.473727
E-mail: enquiries@oxfam.org.uk
www.oxfam.org.uk